
**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE**

Marseille, le

21 JAN 1999

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme LE PAPE

Tél. : 04.91.15.61.56.

ILP/BN

N° 98-451/181-1997 A

A R R Ê T É

**Imposant des prescriptions complémentaires
à la S.A. PORT PÉTROLIER DE GIVORS
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 29 Octobre 1998,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du Jeudi 3 Décembre 1998,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la S.A. PORT PÉTROLIER DE GIVORS dans le cadre de la constitution des garanties financières pour son unité de conditionnement de bromure de méthyle, à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE,

.../...

SUR LA PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La **Société Anonyme PORT PÉTROLIER DE GIVORS**, dont le siège social est situé Place du Bassin - 69702 GIVORS, est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'unité bromure de méthyle sur son site de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE sous réserve du respect des prescriptions ci-après qui complètent l'arrêté d'autorisation n° 96-332/15-1996 A du 13 Novembre 1996.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté remplace et annule les dispositions des articles 2 et suivants de l'arrêté préfectoral n° 98-41/181-1997 A du 26 Mars 1998.

ARTICLE 3 :

L'article 3 de l'arrêté n° 96-332/15-1996 A du 13 Novembre 1996 est complété par les dispositions suivantes :

"3.8 - Garanties financières

En vertu de l'article 23.3.3 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, l'exploitant doit fournir avant le 8 Janvier 1999 l'attestation de garanties financières pour un montant minimal de 3230000 F.

Ce montant sera réactualisé tous les cinq ans en se basant sur l'évolution de l'indice TP01 des travaux publics ou dans les six mois suivant une augmentation supérieure à 15 % de cet indice sur une période inférieure à cinq ans (le TP01 de référence est pris à la date de notification du présent arrêté).

L'attestation de renouvellement des garanties financières sera adressée au moins trois mois avant leur échéance.

L'absence de garanties financières conduit à la mise en oeuvre des dispositions prévues aux article 4.2 et 23 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée."

ARTICLE 4 :

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et du service chargé de la Police des Eaux.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 5 :

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'ARLES,
 - Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
 - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement,
 - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipement,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

21 JAN 1999

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Inve
MARTINE INVERNON



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET